

EHRC 2018/60

Demonstratievrijheid, Procedurele toetsing, Kwaliteit rechterlijke toetsing

GEGEVENS

Instantie	Europees Hof voor de Rechten van de Mens
Datum uitspraak	19-12-2017
Publicatie	EHRC 2018/60 (Sdu European Human Rights Cases), aflevering 4, 2018
Annotator	mr. L.M. Huijbers MA
Zaaknummer	60087/10, 12461/11, 48219/11
Rechtsgebied	Mensenrechten (EVRM)
Rubriek	Uitspraken EHRM
Rechters	Spano (President) Laffranque Bianku Karakas Grifco Kjølbro Mourou-Vikström
Partijen	Ögrü e.a. tegen Turkije
Regelgeving	-

SAMENVATTING

Klagers hebben allemaal deelgenomen aan vreedzame manifestaties, herdenkingen en protestacties, maar zij zijn voor die deelname beboet. Hun beroepen tegen de boetes zijn door de nationale rechters afgewezen, vaak met de enkele vermelding dat de boete is opgelegd in overeenstemming met de wet.

Voor het EHRM stellen klagers dat sprake is van een schending van art. 11 EVRM. Bij de behandeling van de ontvankelijkheid van de zaak wijst het Hof erop dat de vraag of sprake is van kennelijk nadeel in de zin van art. 35 lid 3 sub b EVRM, beantwoord moet worden aan de hand van de concrete situatie van de klagers. Hoewel het in dit geval steeds om boetes gaat van een maximum van 70 euro, hebben de boetes een significante invloed op de klagers, gelet op hun persoonlijke financiële situatie en de veelheid van opgelegde boetes. Eveneens merkt het Hof op dat klagers mensenrechtenactivisten zijn en dat daardoor de inmenging ernstige gevolgen kan hebben voor klagers bij de uitoefening van hun demonstratievrijheid. In het kader van art. 11 EVRM overweegt het Hof dat het noodzakelijk is dat nationale rechters in zaken als deze een uitgebreide toetsing uitvoeren waarbij zij de betrokken belangen expliciet en voldoende gemotiveerd tegen elkaar afwegen en waarbij zij in hun argumentatie ook de criteria van het EHRM betrekken. Alleen dan is het mogelijk dat nationale rechters hun primaire taak goed uitvoeren. Ook is het alleen dan mogelijk om het voordeel te genieten van een rechterlijke beoordeling door rechters die beter gepositioneerd zijn dan het Hof om de feiten en omstandigheden te beoordelen. In het onderhavige geval hebben de nationale rechters geen aandacht besteed aan de argumenten van de klagers over het vreedzame karakter van de demonstraties en hebben zij geen afweging gemaakt van de betrokken belangen. Gelet daarop hebben zij onvoldoende relevante redenen gegeven voor de bestraffing en is die niet noodzakelijk in een democratische samenleving, wat een schending van art. 11 EVRM oplevert.

UITSPRAAK

I. Sur la jonction des requêtes

46. La Cour décide, en application de l'article 42 § 1 de son règlement, de joindre les requêtes, eu égard à leur similitude quant aux faits et aux questions juridiques qu'elles posent.

II. Sur la violation alléguée de l'article 11 de la Convention

47. Les requérants allèguent que les amendes qui leur ont été infligées ont enfreint leur droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique garantis par les articles 10 et 11 de la Convention.

48. La Cour estime qu'il convient d'examiner ce grief sous l'angle du seul article 11 de la Convention (*Kudrevicius et autres c. Lituanie* [GC], no 37553/05, § 85, CEDH 2015), ainsi libellé:

“1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'État.”

A. Sur la recevabilité

49. Dans la requête no 60087/10, le Gouvernement soulève une exception tirée de l'absence d'un préjudice important, au sens de l'article 35 § 3 b) de la Convention. Il expose que le montant de l'amende infligée est de 143 TRY seulement, ce qui ne représenterait pas un préjudice important pour le requérant. Il se réfère à l'affaire

Kiliç et autres c. Turquie ((déc.), no 33162/10, 3 décembre 2013) et à l'affaire *Görgün c. Turquie* ((déc.), no 42978/06, 16 septembre 2014).

Dans les deux autres requêtes, le Gouvernement indique simplement que les amendes infligées aux requérants n'ont pas atteint le seuil de préjudice important, et se réfère aux principes établis par la Cour sur ce point. Bien que le Gouvernement ne soulève pas explicitement le nouveau critère de recevabilité, au sens de l'article 35 § 3 b) de la Convention, la Cour estime que l'argument avancé par lui peut être considéré et examiné comme tel.

50. Le premier requérant avance que, pendant la période considérée, son revenu mensuel était de 750 TRY et que le paiement de plusieurs amendes d'un montant de 143 TRY a considérablement affecté sa situation financière. Il indique qu'il est retraité et qu'il a fait l'objet d'une procédure d'exécution forcée. Les autres requérants n'ont pas fourni d'explication sur leur situation financière.

51. La Cour rappelle que le nouveau critère de recevabilité a été conçu pour lui permettre de traiter rapidement les requêtes à caractère futile afin de se concentrer sur sa mission essentielle, qui est d'assurer au niveau européen la protection juridique des droits garantis par la Convention et ses Protocoles (*Stefanescu c. Roumanie* (déc.), no 11774/04, § 35, 12 avril 2011, et *Liga Portuguesa de Futebol Profissional c. Portugal* (déc.), no 49639/09, § 35, 3 avril 2012). Issue du principe de *minimis non curat praeator*, la nouvelle condition de recevabilité renvoie à l'idée que la violation d'un droit, quelle que soit sa réalité d'un point de vue strictement juridique, doit atteindre un seuil minimum de gravité pour justifier un examen par une juridiction internationale (*Korolev c. Russie* (déc.), no 25551/05, 1er juillet 2010).

52. Afin de vérifier si la violation d'un droit atteint le seuil minimum de gravité, il y a lieu de prendre en compte notamment les éléments suivants: la nature du droit prétendument violé, la gravité de l'incidence de la violation alléguée dans l'exercice d'un droit et/ou les conséquences éventuelles de la violation sur la situation personnelle du requérant. Dans l'évaluation de ces conséquences, la Cour examinera, en particulier, l'enjeu de la procédure nationale ou son issue (*Liga Portuguesa de Futebol Profissional*, décision précitée, § 36, et *Hebat Aslan et Firas Aslan c. Turquie*, no 15048/09, § 75, 28 octobre 2014).

53. En l'espèce, le montant des amendes infligées aux requérants ne semble pas *a priori* très élevé. Ceci étant, eu égard aux revenus du premier requérant pendant la période considérée et de la multiplicité des amendes infligées au premier et au deuxième requérant, la Cour peut aisément admettre que les amendes en cause ont eu une répercussion importante sur la situation économique des intéressés. Elle estime de surcroît que, au-delà de l'aspect financier du litige, il faut aussi noter que les requérants sont des activistes des droits de l'homme; à ce titre, la violation alléguée est susceptible d'avoir de graves incidences dans l'exercice par les intéressés de leur droit à la liberté de manifestation.

54. À la lumière de ce qui précède, et compte tenu de l'importance cruciale de la liberté de réunion pacifique qui, à l'instar de la liberté d'expression, constitue l'un des fondements d'une société démocratique (voir, entre autres, *Plattform "Ärzte für das Leben" c. Autriche*, 21 juin 1988, § 5, série A no 139, et, plus récemment, *Lashmankin et autres c. Russie*, no 57818/09 et 14 autres, § 142, 7 février 2017), la Cour ne saurait conclure que les requérants n'ont pas subi un "préjudice important" (*Berladir et autres c. Russie*, no 34202/06, § 34, 10 juillet 2012). Le présent grief ne peut donc être déclaré irrecevable en vertu de l'article 35 § 3 b) de la Convention. Aussi la Cour rejette-t-elle l'exception du Gouvernement sur ce point.

55. Constatant en outre que ce grief n'est pas manifestement mal fondé au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et qu'il ne se heurte à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour le déclare recevable.

B. Sur le fond

1) Arguments des parties

a) Les requérants

56. Le premier requérant et la troisième requérante soutiennent que l'État cherche à enserrer les opposants dans un étai économique et à dissuader les activistes des droits de l'homme. Ils indiquent que de nombreuses personnes ont fait l'objet d'amendes administratives et craignent désormais de participer à des manifestations. Ils ajoutent que les manifestations n'ont pas porté atteinte à l'ordre public ni aux droits des tiers. Au cours des déclarations publiques organisées jusqu'à présent à Adana, il n'y aurait eu ni comportements agressifs ni débordements.

57. Le deuxième requérant allègue qu'il n'y a eu d'atteinte à la sécurité et à l'ordre publics ni au cours de la déclaration à la presse ni au cours du défilé. Enfin, il déclare que les déclarations à la presse se sont déroulées en des lieux autorisés.

b) Le Gouvernement

58. Le Gouvernement se réfère tout d'abord à la jurisprudence de la Cour selon laquelle il n'est pas contraire à l'esprit de l'article 11 de la Convention qu'une Haute Partie contractante puisse soumettre la tenue de réunions à une autorisation ou une notification préalable ou bien à des restrictions quant au lieu. Il fait remarquer que la Cour a examiné une question similaire dans l'affaire *Skiba c. Pologne* ((déc.), no 10659/03, 7 juillet 2009). Il indique que, selon la jurisprudence de la Cour, lorsqu'une réunion ou défilé se tient sans notification préalable, que la police ne disperse pas la manifestation en question et laisse aux manifestants l'occasion d'exprimer leurs opinions, une amende infligée par la suite pour non-respect des exigences légales ne saurait être contraire à la Convention.

59. Il soutient que les amendes infligées poursuivaient le but légitime de maintien de l'ordre public et de protection des droits et libertés d'autrui. Il considère que les requérants ont causé un désordre dans le déroulement de la vie quotidienne de personnes ne participant pas à la manifestation et voulant utiliser les voies publiques et ajoute que les sanctions répondaient en l'espèce à un "besoin social impérieux".

60. Le Gouvernement indique que les requérants n'ont pas rencontré d'empêchement ni fait l'objet d'une intervention au cours des manifestations en cause. Il estime que les peines d'amendes infligées *a posteriori* n'ont pas empêché les groupes d'exprimer librement leurs idées et ne poursuivaient pas cet objectif. Il déclare que les autorités nationales n'ont pas adopté un comportement susceptible d'avoir un effet inhibiteur à l'égard des requérants. D'après lui, l'attitude des autorités était compatible avec leur obligation de prendre les mesures nécessaires pour que les manifestations se déroulent de manière pacifique et pour assurer la sécurité de tous les citoyens.

61. Il expose que le recours à des procédures administratives préliminaires est une pratique courante dans les États membres, en matière d'organisation de manifestations publiques, pour ménager un équilibre entre ces intérêts concurrents. Il cite à cet égard l'affaire *Éva Molnár c. Hongrie* (no 10346/05, § 43, 7 octobre 2008). Il ajoute que l'amende imposée au requérant n'est pas une sanction telle qu'elle pourrait empêcher le requérant d'exercer sa liberté de réunion, et répète que l'amende n'a pas atteint le seuil de préjudice important. Il indique que, nonobstant les amendes infligées, les requérants ont participé à plusieurs manifestations et fait usage de leur droit à la liberté de réunion sans que les autorités n'interviennent. Aussi considère-t-il que l'amende n'a pas eu d'effet dissuasif vis-à-vis des requérants et qu'il existe une proportionnalité entre le but poursuivi et le moyen employé.

62. Se référant à nouveau à l'affaire *Éva Molnár* précitée, il estime que les autorités ont fait preuve de la tolérance requise à l'égard du droit des requérants à la liberté de réunion. Il en conclut que le fait d'infliger des amendes aux requérants n'est pas une pratique qui pourrait restreindre, de quelque manière que ce soit, le droit à la liberté de réunion. Il cite à cet égard l'affaire *Skiba* (décision précitée).

63. Le Gouvernement expose que, entre 2010 et le 30 septembre 2014, 9 590 déclarations à la presse et autres manifestations publiques ont eu lieu dans la ville d'Adana, auxquelles participèrent environ 350 000 personnes. Selon lui, seules 46 déclarations à la presse et 990 participants auraient fait l'objet d'une amende administrative pour perturbations du déroulement de la vie quotidienne et de la circulation et pour atteinte à l'ordre public. Le Gouvernement soutient enfin que la grande majorité de ces amendes a été annulée par les autorités judiciaires, ce qui démontre selon lui la sensibilité des autorités nationales en la matière. Il renvoie à cet égard à la décision du 6^e tribunal d'instance pénale qui a annulé l'amende infligée au premier requérant en se référant à la Convention.

2) *Appréciation de la Cour*

64. Les principes généraux concernant la nécessité d'une ingérence au droit à la liberté de réunion pacifique ont été exposés dans l'affaire *Kudrevicius et autres c. Lituanie* ([GC], no 37553/05, §§ 142-160, CEDH 2015), et repris récemment dans l'affaire *Lashmankin et autres c. Russie*, nos 57818/09 et 14 autres, § 412, 7 février 2017).

65. La Cour rappelle que la liberté de réunion pacifique, l'un des fondements d'une société démocratique, est assortie d'un certain nombre d'exceptions qui appellent une interprétation étroite et le besoin de la restreindre doit se trouver établi de façon convaincante (*Barraco c. France*, no 31684/05, § 42, 5 mars 2009, et *Rufi Osmani et autres c. Ex-République de Macédoine* (déc.), no 50841/99, CEDH 2001-X). Une ingérence est considérée comme "nécessaire dans une société démocratique" pour atteindre un but légitime si elle répond à un "besoin social impérieux" et, en particulier, si elle est proportionnée au but légitime poursuivi et si les motifs invoqués par les autorités nationales pour la justifier apparaissent "pertinents et suffisants" (*S. et Marper c. Royaume-Uni* [GC], nos 30562/04 et 30566/04, § 101, CEDH 2008, et *Coster c. Royaume-Uni* [GC], no 24876/94, § 104, 18 janvier 2001). Ce faisant, la Cour doit se convaincre que les autorités nationales ont appliqué des règles conformes aux principes consacrés par l'article 11 et ce, de surcroît, en se fondant sur une appréciation acceptable des faits pertinents (*Kudrevicius et autres*, précité, § 143, *Rai et Evans c. Royaume-Uni* (déc.), nos 26258/07 et 26255/07, 17 novembre 2009, *Giin et autres c. Turquie*, no 8029/07, § 75, 18 juin 2013; voir également, *Parti communiste unifié de Turquie et autres c. Turquie*, 30 janvier 1998, § 47, *Recueil des arrêts et décisions* 1998 I).

66. La proportionnalité appelle à mettre en balance les impératifs des fins énumérées à l'article 11 § 2 avec ceux d'une libre expression par la parole, le geste ou même le silence des opinions de personnes réunies dans la rue ou en d'autres lieux publics (*Ezelin c. France*, 26 avril 1991, § 52, série A no 202, *Rufi Osmani et autres*, décision précitée, *Skiba*, décision précitée, *Fáber c. Hongrie*, no 40721/08, § 41, 24 juillet 2012, et *Taranenko c. Russie*, no 19554/05, § 65, 15 mai 2014). La Cour estime que, pour apprécier si la mise en balance en question s'est faite dans le respect des critères établis par sa jurisprudence, elle doit essentiellement prêter attention à la motivation retenue par le juge national (*Kaas Gl c. Turquie*, no 4982/07, § 57, 22 novembre 2016, *Sapan c. Turquie*, no 44102/04, § 37, 8 juin 2010, et *Gizel Erdagöz c. Turquie*, no 37483/02, § 50, 21 octobre 2008).

67. Enfin, il faut noter que l'équité de la procédure et les garanties procédurales accordées sont des facteurs à prendre en considération lorsqu'il s'agit d'apprécier la proportionnalité d'une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression garantie par l'article 10 (voir *Karácsony et autres c. Hongrie* [GC], nos 42461/13 et 44357/13, § 133, CEDH 2016 (extraits) et les nombreuses références qui y figurent). En effet, comme elle l'a déclaré précédemment dans le contexte de cet article, la qualité de l'examen judiciaire de la nécessité de la mesure revêt une importance particulière (*Animal Defenders International c. Royaume-Uni* [GC], no 48876/08, § 108, CEDH 2013 (extraits)). Ainsi, la Cour a déjà conclu à une violation de l'article 10 de la Convention lorsque la mesure limitant la liberté d'expression était d'une portée incertaine ou fondée sur des motifs insuffisamment précis, et que son application n'avait pas été contrôlée de manière adéquate par le juge (voir, *Association Ekin c. France*, no 39288/98, § 58, CEDH 2001-VIII, *Saygili et Seyman c. Turquie*, no 51041/99, §§ 24-25, 27 juin 2006, *Lombardi Vallauri c. Italie*, no 39128/05, § 46, 20 octobre 2009, et *Cumhuriyet Vakfi et autres c. Turquie*, no 28255/07, § 59, 8 octobre 2013). De même, elle a déjà conclu à la violation de l'article 8 de la Convention parce que les juridictions avaient omis, entre autres, de se prononcer sur la proportionnalité de l'ingérence (*Zehentner c. Autriche*, no 20082/02, § 65, 16 juillet 2009, et *Bjedov c. Croatie*, no 42150/09, § 71-72, 29 mai 2012). Pour la Cour, un raisonnement analogue doit s'appliquer à l'article 11 de la Convention.

68. Se tournant vers les circonstances de l'espèce, la Cour observe que les tribunaux d'instance pénale ont rejeté les oppositions formées par les requérants au motif que les amendes avaient été infligées conformément à l'article 32 de la loi sur les fautes administratives. Force est de constater que la portée du contrôle opéré à cette occasion par les juges a été très limitée; elle a consisté à vérifier l'exactitude des faits reprochés aux intéressés, à savoir si ces derniers avaient participé aux défilés et agi ainsi en violation de l'arrêté préfectoral. Les juges se sont simplement référés aux procès-verbaux d'incident établis par la police, et constatant que les manifestants avaient défilé en portant des pancartes, en scandant des slogans et en empêchant partiellement ou complètement la circulation des véhicules, parfois après la tombée de la nuit. Rien ne montre que les juges saisis des oppositions aient cherché à mettre en balance les différents intérêts en présence, à savoir, l'exercice du droit de manifestation pacifique des requérants d'un côté, et le maintien de l'ordre public et la protection des droits et libertés d'autrui, de l'autre. Ainsi, les tribunaux ont validé les amendes infligées aux requérants sans prendre note du caractère parfaitement pacifique de ces manifestations ni prendre en considération les circonstances dans lesquelles elles se sont déroulées. Les arguments des requérants en ce sens n'ont pas fait l'objet d'un examen.

69. Or, comme la Cour l'a relevé au paragraphe 65 ci-dessus, il incombait aux juges en question de se prononcer sur la proportionnalité de l'ingérence litigieuse, en procédant à une mise en balance à la lumière des critères établis par sa jurisprudence, et en rendant compte dans leurs décisions. La Cour rappelle ici que grâce à leurs contacts directs et constants avec les réalités du pays, les cours et tribunaux d'un État se trouvent souvent mieux placés que le juge international pour préciser où se situe, à un moment donné, le juste équilibre à ménager entre les divers intérêts en jeu (voir, entre autres, *Palomo Sánchez et others c. Espagne* [GC], nos 28955/06, 28957/06, 28959/06 et 28964/06, § 54, ECHR 2011 et *Bédat c. Suisse* [GC], no 56925/08, § 54, ECHR 2016). À cet égard, il convient de relever que le 19 avril 2010, dans le contexte d'une manifestation autre que celles objets de la présente affaire (paragraphe 42 ci-dessus), le 6^e tribunal d'instance pénale d'Adana a accueilli l'opposition formée par le premier requérant contre une amende qui lui avait été infligée en application de l'article 32 de la loi sur les fautes administratives, pour avoir défilé en violation de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2009. Pour ce faire, le tribunal s'est référé aux principes relatifs à l'application des articles 10 et 11 de la Convention et qui sont d'application directe en droit interne en vertu de l'article 90 de la Constitution, et il s'est largement appuyé sur les considérations retenues par la Cour dans son arrêt *Oya Ataman c. Turquie* (no 74552/01, CEDH 2006-XIV).

70. Au contraire, en l'espèce, les juridictions internes n'ayant pas effectué une quelconque mise en balance des différents intérêts en présence, la Cour estime qu'elles ne peuvent pas être considérées comme ayant appliqué des règles conformes aux principes consacrés par l'article 11 de la Convention et s'être fondées sur une appréciation acceptable des faits pertinents (pour une approche similaire concernant l'article 10 de la Convention, *Terentjev c. Russie*, no 25147/09, § 24, 26 janvier 2017 et les références qui y figurent, et aussi, *Annen c. Allemagne*, no 3690/10, § 73, 26 novembre 2015). On ne saurait dès lors considérer que l'application des amendes contestées ait fait l'objet d'un contrôle judiciaire adéquat. En l'absence d'une telle mise en balance par les autorités internes, celles-ci n'ont pas fourni de motifs pertinents et suffisants, et il n'a dès lors pas été établi que l'ingérence était "nécessaire dans une société démocratique".

71. Ces éléments suffisent pour conclure, dans les circonstances de l'espèce, à la violation de l'article 11 de la Convention.

III. Sur la violation alléguée des articles 6 et 13 de la Convention

72. Le deuxième requérant (requête no 12461/11) allègue que sa cause n'a pas été entendue équitablement au motif que le tribunal d'instance pénale a statué sans audience. Il invoque à cet égard l'article 6 § 1 de la Convention.

Invoquant l'article 13 de la Convention, il se plaint enfin de ne pas disposer d'un recours pour contester le rejet de son recours en opposition.

73. Il ressort des informations données par le Gouvernement que, aux termes de l'article 28 § 4 de la loi no 5236, le tribunal d'instance pénale peut décider de tenir

une audience soit d'office, soit sur demande de la partie défenderesse, et que le deuxième requérant n'a pas présenté de demande en ce sens. Partant, la Cour considère que l'intéressé, qui avait la possibilité de solliciter la tenue de débats publics devant le tribunal d'instance pénale, a renoncé à faire valoir ce droit. Il n'y a donc aucune apparence de violation de la disposition invoquée par le deuxième requérant, son grief à cet égard devant par conséquent être rejeté pour défaut manifeste de fondement, en application de l'article 35 §§ 3 a) et 4 de la Convention (voir, en ce sens, *Akarsubasi c. Turquie*, no 70396/11, §§ 57-58, 21 juillet 2015).

74. Pour autant que le deuxième requérant se plaint de ne pas disposer d'un recours contre le rejet de son recours en opposition, la Cour observe que l'article 13 de la Convention ne garantit pas le droit à un double degré de juridiction ni n'oblige les États à instituer des tribunaux d'appel ou de cassation (*Oktaç c. Turquie* (déc.), no 42876/05, 10 mai 2011). Il s'ensuit que ce grief est incompatible *ratione materiae* avec les dispositions de la Convention au sens de l'article 35 § 3 a) et doit être rejeté en application de l'article 35 § 4.

IV. Sur l'application de l'article 41 de la Convention

75. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

“Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.”

76. Le deuxième requérant n'a pas présenté de demande au titre de la satisfaction équitable. Par conséquent, il n'y a pas lieu de lui attribuer un montant à ce titre.

A. Dommage

77. Le premier requérant et la troisième requérante réclament un dédommagement au titre du préjudice matériel qu'ils estiment avoir subi en raison des amendes qui leur ont été infligées. Ils réclament aussi la réparation du préjudice moral qu'ils disent avoir subi, sans le chiffrer.

78. Le Gouvernement conteste ces prétentions.

79. Pour ce qui est des prétentions des requérants au titre du dommage matériel, la Cour accorde à ce titre la somme de 240 EUR au premier requérant et la somme de 80 EUR à la troisième requérante, correspondant au montant actualisé des amendes payées par les intéressés.

80. S'agissant des prétentions du premier requérant et de la troisième requérante pour préjudice moral, la Cour estime que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par les intéressés.

B. Frais et dépens

81. Les requérants demandent le remboursement de leurs frais et dépens sans les chiffrer ni fournir de justificatifs.

82. Le Gouvernement conteste cette prétention.

83. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux.

La demande des requérants n'étant pas chiffrée et n'ayant pas été justifiée, la Cour estime qu'il n'y a pas lieu d'allouer de montant à ce titre.

C. Intérêts moratoires

84. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Décide* de joindre les requêtes;

2. *Déclare* les requêtes nos 60087/10 et 48219/11 recevables;

3. *Déclare* la requête no 12461/11 recevable quant au grief tiré de l'article 11 de la Convention et irrecevable pour le surplus;

4. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 11 de la Convention;

5. *Dit* que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par le premier requérant, M. Ögrü, et la troisième requérante, Mme Günyeli;

6. *Dit*

a) que l'État défendeur doit verser, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, les sommes suivantes, à convertir dans la monnaie de l'État défendeur, au taux applicable à la date du règlement:

i) 240 EUR (deux cent quarante euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage matériel, au premier requérant, M. Ögrü;

ii) 80 EUR (quatre-vingts euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage matériel, à la troisième requérante, Mme Günyeli;

b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage;

7. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

NOOT

1. Het Hof trekt in deze zaak expliciet zijn procedurele benadering onder art. 8 en 10 EVRM door naar art. 11 EVRM. In de woorden van het Hof, “un

raisonnement analogue doit s'appliquer à l'article 11 de la Convention" (par. 67). De analogie betreft een toets waarbij het Hof zich in zijn beoordeling richt op de besluitvormingsprocedure van de nationale autoriteiten, in plaats van op de inhoud van een nationaal besluit, rechterlijke uitspraak of regelgeving. In de literatuur wordt deze procedurele benadering aangeduid als 'procedurele toetsing' of 'procesgebaseerde toetsing' (zie onder meer L. Huijbers, 'Procedurele toetsing, het EHRM en rechtseenheid en diversiteit', *Ars Aequi* 2018 (1), p. 77-85; verschillende bijdragen in J. Gerards en E. Brems (red.), *Procedural review in fundamental rights cases*, Cambridge University Press 2017; L. Huijbers en J. Gerards, 'Procedurele toetsing' in: R. Ortlep e.a. (red.), *De rechter onder vuur*, Wölf Legal Publishers 2016, p. 191-211). In de onderhavige uitspraak verwijst het Hof naar zijn bekende uitspraak in *Animal Defenders International t. Verenigd Koninkrijk* (EHRM 22 april 2013 (GK), nr. 48876/08, ECLI:CE:ECHR:2013:0422JUD004887608, par. 108, «EHCRC» 2013/149 m.nt. Gerards, *NJ* 2016/321 m.nt. Dommering). In die zaak benadrukte het Hof dat de kwaliteit van de nationale parlementaire en rechterlijke beoordeling van de noodzakelijkheid van een maatregel van bijzonder belang is voor zijn proportionaliteitsoverwegingen en voor de beoordelingsmarge die het de staat toekent. De onderhavige zaak past daarmee in de Straatsburgse 'procedurele trend' (zie in het bijzonder O. Arnardóttir, 'The "procedural turn" under the European Convention on Human Rights and Presumptions of Convention Compliance', *International Journal of Constitutional Law* 2017 (2), p. 9-35 en de verschillende bijdragen in Gerards en Brems, reeds aangehaald).

2. In eerdere art. 11-uitspraken had het Hof al een (impliciet) procedurele toets toegepast. In *Lashmankin*, bijvoorbeeld, nam het Hof in overweging dat "the scope of judicial review [van de nationale rechters, LMH] was limited to examining the lawfulness of the proposal to change the location, time or manner of conduct of a public event, and did not include any assessment of its 'necessity' and 'proportionality'" (*Lashmankin e.a. t. Rusland*, EHRM 7 februari 2017, nrs. 57818/09 e.a., ECLI:CE:ECHR:2017:0207JUD005781809, par. 428 «EHCRC» 2017/88 m.nt. Roorda). De onderhavige uitspraak maakt door de nadrukkelijke procedurele bewoordingen eens te meer duidelijk dat het Hof zijn procedurele proportionaliteitstoets als een vast onderdeel van zijn jurisprudentie beschouwt. Ook de vele verwijzingen in deze zaak naar eerdere EHRM-jurisprudentie lijken daarop te duiden. Zo verwijst het Hof in de twee paragrafen waarin het de procedurele benadering uiteenzet (par. 66-67), naar een totaal van zestien uitspraken. Bij de overweging dat voor de proportionaliteitsbeoordeling door het Hof de geboden procedurele rechtvaardigheid en procedurele waarborgen op nationaal niveau relevant zijn, verwijst het bovendien niet alleen naar de Grote Kamer-uitspraak *Karácsony e.a. t. Hongarije* (EHRM 17 mei 2016 (GK), nrs. 42461/13 en 44357/13, ECLI:CE:ECHR:2016:0517JUD004246113, par. 133, *AB* 2017/212 m.nt. Leijten, «EHCRC» 2016/225), maar expliciet ook naar de negen uitspraken die in die zaak zijn opgenomen.

3. Een korte empirische verkenning van de procedurele overwegingen in de onderhavige zaak toont eveneens aan dat procedurele toetsing een belangrijke rol speelt in de jurisprudentie van het Hof.¹ Zo zijn er in totaal 7 verschillende EHRM-uitspraken waarbij de termen 'l'équité de la procédure' en 'les garanties procédurales' of 'fairness of proceedings' en 'procedural guarantees' in dezelfde zin zijn genoemd zoals in de onderhavige uitspraak (zie par. 67). Eveneens zijn er 66 verschillende uitspraken waarin het Hof de termen 'effectué' en 'mise en balance' of 'balancing exercise' en 'undertaken' in dezelfde zin heeft gebruikt (zie par. 70). Uit dat zoekresultaat komen ook bekende procedurele uitspraken naar voren zoals *Palomo Sánchez e.a. t. Spanje* (EHRM 12 september 2011 (GK), nrs. 28955/06 e.a., ECLI:CE:ECHR:2011:0912JUD002895506, «EHCRC» 2011/148 m.nt. Fathaigh, *NJ* 2012/522 m.nt. Dommering); *Von Hannover t. Duitsland (nr. 2)* (EHRM 7 februari 2012 (GK), nrs. 40660/08 en 60641/08, ECLI:CE:ECHR:2012:0207JUD004066008, «EHCRC» 2012/72 m.nt. De Lange en Gerards, *NJ* 2013/250 m.nt. Dommering); *Axel Springer AG t. Duitsland* (EHRM 7 februari 2012 (GK), nr. 39954/08, ECLI:CE:ECHR:2012:0207JUD003995408, «EHCRC» 2012/71 m.nt. De Lange en Gerards, *NJ* 2013/251 m.nt. Dommering) en *Evans t. Verenigd Koninkrijk* (EHRM 10 april 2007 (GK), nr. 6339/05, ECLI:CE:ECHR:2007:0410JUD00633905, «EHCRC» 2007/73 m.nt. Brems, *NJ* 2007/459 m.nt. De Boer). Meer toegespitst op de nationale rechter, zijn er 26 uitspraken waarbij het Hof de termen 'essentiellément', 'motivation' en 'le juge national', of, de Engelse equivalenten, 'essentially', 'reasons' en 'national court' in dezelfde zin noemt als in Ögrü (zie par. 66). Ook de zoektermen 'qualité' en 'l'examen judiciaire' of 'quality' en 'judicial review' worden in 27 uitspraken in dezelfde zin gebruikt (zie par. 67). In deze laatste zoekopdracht komen ook uitspraken naar voren waar in de literatuur naar wordt verwezen als voorbeelden van procedurele toetsing, waaronder *Animal Defenders International t. Verenigd Koninkrijk* (reeds aangehaald) en *Satakunnan Markkinapörssi Oy and Satamedia Oy t. Finland* (EHRM 27 juni 2017 (GK), nr. 931/13, ECLI:CE:ECHR:2017:0627JUD000093113, «EHCRC» 2017/203 m.nt. Van der Sloot, *NJ* 2018/67 m.nt. Dommering).

4. Hoewel deze zoekresultaten niet als empirisch bewijs gelden, geven ze wel een indicatie dat er inderdaad een 'procedurele trend' zichtbaar is binnen de jurisprudentie van het EHRM. Gelet op de bewoordingen en verwijzingen in de onderhavige zaak, is het daarmee niet onwaarschijnlijk dat we vaker een procedurele benadering van het Hof kunnen verwachten in uitspraken onder art. 11 EVRM. Een nadere beschouwing van de procedurele toets in deze specifieke uitspraak is dus zeker de moeite waard.

5. Het EHRM hangt zijn procedurele toetsing in deze uitspraak op aan het proportionaliteitsvereiste dat nationale autoriteiten relevante en voldoende redenen dienen te geven voor inmengingen met mensenrechten ("la Cour doit se convaincre que les autorités nationales (...) se fondent sur une appréciation acceptable des faits pertinents", par. 64; "En l'absence d'une telle mise en balance par les autorités internes, celles-ci n'ont pas fourni de motifs pertinents et suffisants", par. 70). Dit 'relevant and sufficient reasons'-vereiste kan worden aangemerkt als een procedurele toets wanneer het EHRM louter onderzoekt of de nationale autoriteiten redenen hebben gegeven; precies hetzelfde vereiste kan echter wijzen op een inhoudelijke beoordeling wanneer het Hof onderzoekt of de door de nationale autoriteiten aangedragen redenen relevant en voldoende zijn. De link van een procedurele toetsing met dit vereiste kan opvallend worden genoemd. Onder art. 8 en 10 EVRM wordt de kwaliteit van de nationale besluitvormingsprocedure vaak in verband gebracht met de beoordelingsmarge die staten toekomt, ofwel om deze te beperken/verruimen (zie onder meer *Animal Defenders International*, reeds aangehaald, par. 108), ofwel omdat staten een ruime beoordelingsmarge toekomt en het Hof daarom zijn proportionaliteitsbeoordeling voornamelijk procedureel inricht (zie bijv. *Hatton e.a. t. Verenigd Koninkrijk*, EHRM 8 juli 2003 (GK), nr. 36022/97, ECLI:CE:ECHR:2003:0708JUD003602297, par. 97 e.v., *AB* 2003/445 m.nt. Woltjer, «EHCRC» 2003/71 m.nt. Janssen, *M&R* 2003/88 m.nt. Kamminga, *NJ* 2004/207 m.nt. Dommering). Dat betekent niet dat de link in Ögrü per se uniek is, maar wel dat het bijzonder is dat een procedurele toets wordt gebruikt zonder dat de termen 'marge d'appréciation' of 'discretion' ook maar worden genoemd in de uitspraak (zie voor een analyse van procedurele toetsing en de beoordelingsmarge van staten: J. Gerards, 'Procedural Review by the ECtHR: A Typology' in Gerards en Brems, reeds aangehaald, p. 127-160, p. 146-148; O. Arnardóttir, 'Organised retreat? The move from 'substantive' to 'procedural' review in the ECtHR's case law on the margin of appreciation', *ESIL Conference Papers* 4/2015).

6. De regel die centraal staat in deze procedurele uitspraak is dat nationale autoriteiten verplicht zijn om nationale regels conform de beginselen neergelegd in art. 11 EVRM toe te passen en dat zij zich moeten baseren op een behoorlijke beoordeling van de relevante feiten (par. 65). De relevante gezichtspunten of vereisten voor de nationale rechters worden – wellicht om ruimte te besparen – niet expliciet geformuleerd in deze uitspraak. Het Hof volstaat met een verwijzing naar de algemene principes die zijn geformuleerd in *Kudrevicius e.a. t. Litouwen* (EHRM 15 oktober 2015 (GK), nr. 37553/05, ECLI:CE:ECHR:2015:1015JUD003755305, par. 142-160, «EHCRC» 2016/27). Voor de volledigheid van deze annotatie is een korte opsomming toch nuttig. De algemene vereisten die het EHRM heeft geformuleerd zien op principes ten aanzien van 1) een vereiste van voorafgaande toestemming en 2) demonstraties en verstoring van het dagelijks leven. Daarnaast noemt het een aantal 3) algemene principes, zoals de aard en zwaarte van de straf als relevante factor, en 4) de positieve verplichtingen die staten hebben onder art. 11 EVRM, waaronder het nemen van de noodzakelijke maatregelen om legale demonstraties vreedzaam te laten verlopen en de veiligheid van alle burgers te verzekeren. Deze factoren dienen nationale autoriteiten dus te betrekken in hun besluitvorming.

7. In deze uitspraak bepaalt het Hof dat de verplichting om een mensenrechtelijke belangenafweging te maken in het licht van de genoemde vereisten, voornamelijk een opdracht inhoudt voor de nationale rechter. Zo benadrukt het dat zijn aandacht in essentie uitgaat naar de motivatie gegeven door de nationale rechter (par. 66; voor een toepassing op het feitencomplex van de onderhavige zaak zie par. 69) en dat het bijzonder belang hecht aan de kwaliteit van de rechterlijke toetsing (par. 67). Op zichzelf is de focus op de nationale rechter van het EHRM verrassend noch nieuw. Het Hof geeft regelmatig aan dat het de nationale rechters ziet als bondgenoten in de bescherming van de EVRM-rechten (zie onlangs bijv. de speech van Guido Raimondi ter opening van het rechterlijke jaar van 2018, https://www.echr.coe.int/Documents/Speech_20180126_Raimondi_JY_ENG.pdf (26 januari 2018), p. 8). Het zijn namelijk de nationale rechters die in eerste

instantie en op nationaal niveau mensenrechtenschendingen kunnen rechtzetten, met andere woorden, zij zijn de eerstelijns hulpverleners bij mensenrechtenschendingen.

8. Waarom kiest het Hof nu voor deze procedurele benadering? Belangrijk is vooral het doel van een effectieve bescherming van het EVRM. Vele handen maken licht werk, lijkt de gedachte te zijn, of, in het geval van het EVRM-systeem, uitvoerbaar werk. Als de nationale rechters een daadwerkelijker mensenrechtenbelangenafweging maken in overeenstemming met de bekende EVRM-criteria, dan hoeft het EHRM die waarschijnlijk niet over te doen.

9. Tegelijkertijd kan de vraag worden gesteld of de gekozen benadering in deze uitspraak van het Hof daadwerkelijk effectieve EVRM-rechtenbescherming oplevert. Het Hof beperkt zijn oordeel tot procedurele overwegingen en weliswaar vindt het een schending van art. 11 EVRM, maar over de inhoud van de zaak zegt het in feite niets. Vanuit het perspectief van de individuele bescherming die het Hof moet bieden is het de vraag of dit afdoende is. Klagers moeten immers nog maar afwachten of zij in de toekomst boetevrij deel kunnen nemen aan vreedzame demonstraties en protestacties – het Hof geeft op dit punt geen richting. Zie voor een aantal risico's van procedurele toetsing ook A. Nußberger, 'Procedural review by the ECHR: View from the Court', in Gerards en Brems, reeds aangehaald, p. 161-176.

10. Anderzijds kan worden opgemerkt dat het Hof middels zijn procedurele benadering wellicht bescherming kan geven die het onder art. 6 en 13 EVRM niet zou kunnen geven. Uit het promotieonderzoek van Tess de Jong is gebleken dat de procedurele waarborgen onder materiële rechten soms verder gaan dan de verplichtingen die voortvloeien uit de procedurele rechten (T. de Jong, *Procedurele waarborgen in materiële EVRM-rechten* (diss. Leiden, 2017)). De onderhavige zaak ondersteunt die gedachtegang, nu de klachten van de tweede klager onder art. 6 en 13 EVRM allebei niet-ontvankelijk worden verklaard. Wellicht kan het Hof met de constatering van een procedurele schending van een materieel recht dus juist de individuele bescherming bieden die het onder de procedurele rechten niet kan geven. Dat neemt tegelijkertijd niet weg dat een aanvulling met inhoudelijke overwegingen onder art. 11 EVRM nuttig dan wel wenselijk zou kunnen worden bevonden.

11. Er is ook nog een andere reden waarom het Hof in een zaak als deze kan kiezen voor een procedurele toetsing, dus naast de wens tot het bieden van effectieve rechtsbescherming. Het Hof kan een procedurele toets aanwenden om rekening te houden met zijn gedeelde verantwoordelijkheid met de nationale autoriteiten en zijn subsidiaire rol daarin. De procedurele benadering ten aanzien van de rechterlijke toetsing sluit volgens het Hof ook goed aan bij het subsidiariteitsbeginsel, in het bijzonder bij het 'better placed'-leerstuk, omdat nationale rechters in nauw contact staan met de samenleving en daardoor beter in staat zijn om belangenafwegingen te maken in die specifieke context dan een internationale rechter (par. 69). Door een procedurele toets toe te passen kan het Hof beoordelen of de nationale rechters zich als trouwe bondgenoten hebben opgesteld door EVRM-rechten en EHRM-jurisprudentie mee te nemen in hun afwegingen. Pas als gebleken is dat dit niet het geval is, is het Hof aan zet. Met een procedurele toets kan het EHRM dan niet alleen nationale rechters op hun vingers tikken, maar, zo wordt in de literatuur aangegeven, geeft het ook een prikkel aan de nationale autoriteiten om de volgende keer wel hun verdragsverantwoordelijkheid op zich te nemen (onder meer L. Huijbers, 'The European Court of Human Rights' procedural approach in the age of subsidiarity', *Cambridge International Law Journal* 2017, p. 177-201, op p. 198-199). Wanneer een nationale rechter netjes zijn verplichting nakomt om in zijn afwegingen mensenrechten nadrukkelijk een rol te laten spelen, kan daar bijvoorbeeld meer beoordelingsruimte uit volgen of een terughoudendere toets door het Hof. In de woorden van het Hof, "where the balancing exercise (...) has been undertaken by the national authorities in conformity with the criteria laid down in the Court's case-law, the Court would require strong reasons to substitute its view for that of the domestic courts" (*Axel Springer AG*, reeds aangehaald, par. 88; zie bijv. ook *MGN Limited t. Verenigd Koninkrijk*, EHRM 18 januari 2011, nr. 39401/04, ECLI:CE:ECHR:2011:0118JUD003940104, par. 150-155, «EHC» 2011/69 m.nt. Smet en Voorhoof; *Palomo Sánchez*, reeds aangehaald, par. 57). Of procedurele toetsing ook daadwerkelijk dit aansporende effect heeft en daarmee bijdraagt aan een doeltreffende bescherming van het EVRM moet de praktijk natuurlijk uitwijzen.

12. Duidelijk is in ieder geval dat deze stimulerende functie van procedurele toetsing een vooraanstaande rol speelt in de onderhavige uitspraak. In par. 42 verwijst het Hof naar een eerdere zaak tegen de eerste klager vanwege zijn deelname aan een demonstratie. Ook daarvoor had hij een administratieve boete gekregen en ook daartegen was hij in beroep gegaan. In dat beroep had de strafkamer van de Turkse rechtbank in Adana, op basis van art. 10 en 11 EVRM en op basis van de EHRM-uitspraak *Oya Ataman t. Turkije* (EHRM 5 december 2006, nr. 74552/01, ECLI:CE:ECHR:2006:1205JUD007455201) geoordeeld dat de opgelegde boete in strijd met de demonstratievrijheid van de klager was. Hoewel, zoals het Hof zelf ook opmerkt, deze zaak buiten het feitencomplex van de onderhavige uitspraak valt, verwijst het uitdrukkelijk in zijn overwegingen naar de belangenafweging die de Turkse strafrechter in die zaak had gemaakt (par. 69). Vervolgens vergelijkt het die benadering met de benaderingen die de Turkse rechters in de onderhavige zaken hebben gekozen. In alle negen zaken tegen de drie klagers hebben de nationale rechters namelijk nagelaten om de door het Hof vereiste mensenrechtelijke belangenafweging te maken. Het ontbreken van een adequate rechterlijke toetsing door deze rechter is voor het Hof de reden om een schending te vinden van art. 11 EVRM.

13. Met deze rechtspraakvergelijkende methode herinnert het Hof de nationale rechters dus aan hun verplichting om het EVRM en EHRM-jurisprudentie in hun overwegingen te betrekken, en kent het bovendien expliciete waardering toe aan een rechter die dat naar behoren heeft gedaan. Gelet op de huidige politieke context en de daarmee gepaard gaande veranderingen in de rechtsmacht sinds de militaire coup in Turkije in 2016, is dat niet zo'n verkeerd idee. Daarnaast helpt dit voorbeeld van een nationale 'good practice' om Turkse rechters een beeld te geven van hoe een EVRM-belangenafweging kan worden vormgegeven in de Turkse context. Opvoedkundig is dit prijzenswaardig. Men leert immers vaak makkelijker van een concreet voorbeeld, dan van een abstracte theorie of lijst van criteria. Hoe de 'bepaalde' Turkse rechter de EVRM- en EHRM-criteria precies heeft meegewogen in zijn uitspraak, is echter niet geheel duidelijk. Het blijft dus de vraag of die rechterlijke uitspraak daadwerkelijk als een goed voorbeeld kan worden aangemerkt. Als het Hof 'window-dressing' wil voorkomen, dat wil zeggen als het wil voorkomen dat nationale rechters het lijstje van het Hof afwerken zonder daadwerkelijk een belangenafweging te maken, dan zou het Hof er goed aan doen om een volgende keer specifiek in te gaan op de voorbeelduitspraak.

14. Een laatste opmerking betreft het feit dat het Hof vooralsnog de vraag onbeantwoord laat of het doortrekken van de procedurele benadering naar art. 11 EVRM nu alleen geldt ten aanzien van uitspraken van nationale rechters, of ook ten aanzien van besluiten van de overige nationale autoriteiten. In verschillende uitspraken onder art. 8 en 10 EVRM heeft het Hof een procedurele benadering ook aangewend om naar de besluitvormingsprocedure van een nationaal parlement of bestuursorgaan te kijken (Gerards, 'A Typology', reeds aangehaald, p. 140-149 en M. Saul, 'The European Court of Human Rights' Margin of Appreciation and the Processes of National Parliaments', *Human Rights Law Review* 2015, p. 1-30). Een aantal van de bekendste voorbeelden daarvan zijn de uitspraken *Hirst t. Verenigd Koninkrijk* (nr. 2) (EHRM 6 oktober 2005 (GK), nr. 74025/01, ECLI:CE:ECHR:2005:1006JUD007402501, par. 79), «EHC» 2005/115 m.nt. Broeksteeg, *Hatton e.a. t. Verenigd Koninkrijk* (reeds aangehaald, par. 128) en *Animal Defenders International t. Verenigd Koninkrijk* (reeds aangehaald, par. 114). In deze uitspraken richtte het Hof zich voornamelijk op de uitvoerige parlementaire onderzoeken en deliberaties, of juist op het ontbreken daarvan. Mijns inziens is er geen reden waarom deze benadering niet op een soortgelijke manier bij art. 11 EVRM zou kunnen worden toegepast. Ook dit draagt bij aan de effectieve bescherming van EVRM-rechten, ten minste, ervan uitgaande dat de kansen op mensenrechtenconforme regelgeving en beleid inderdaad toenemen wanneer de wetgever of bestuursorganen mensenrechten onderdeel maken van hun besluitvormingsprocedure (vgl. E. Brems, 'The 'logics' of procedural-type review by the European Court of Human Rights', in Gerards en Brems (red.), reeds aangehaald, p. 17-39, op p. 19-22). Immers: nationale rechters kunnen goed optreden als verleners van eerste-hulp-bij-mensenrechtenschendingen, maar het adagium 'voorkomen is beter dan genezen' blijft nog altijd van toepassing.

nr. L.M. Huijbers MA, Promovenda bij het Montaigne Centrum voor Rechtsstaat en Rechtspleging, Universiteit Utrecht

- 1 Deze empirische verkenning is uitgevoerd op 16 februari 2018. Daarvoor zijn zowel de Franse termen uit de onderhavige uitspraak die duiden op een procedurele toets, evenals hun Engelse equivalenten, ingevoerd in de HUDOC-database van het Hof. De database is doorzocht op basis van geavanceerde zoektermen door het gebruik van aanhalingstekens (bijvoorbeeld de zoekterm: 'l'équité de la procédure') en door het koppelen van twee termen in een zin (bijvoorbeeld de zoekterm: '(“effectué” NEAR “mise en balance”)'). De zoekresultaten richten zich op Grote Kamer en Kamer-uitspraken, dubbele resultaten als gevolg van de Franse en Engelse tekst zijn eruit gehaald en een 'hit' met de onderhavige Ögrü is weggestreept.